

Source : http://www.liberation.fr/planete/2018/09/12/laurence-tubiana-on-peut-perdre-une-bataille-mais-pas-baisser-les-bras_1677936

Téléchargement 14 09 2018

Laurence Tubiana : «On peut perdre une bataille mais pas baisser les bras»

Par [Aude Massiot](#) — 12 sept 2018

Laurence Tubiana, présidente de la Fondation européenne sur le climat, a été négociatrice en chef de l'accord de Paris lors de la COP 21, à Paris en décembre 2015. Photo Attila Kisbenedek. AFP

L'ex-négociatrice en chef de la COP 21 appelle à la constitution d'un mouvement citoyen de grande ampleur pour faire pression sur les décisionnaires politiques français et européens pour les encourager à agir urgemment contre le changement climatique.

- Laurence Tubiana : «On peut perdre une bataille mais pas baisser les bras»

Laurence Tubiana sera mercredi à San Francisco pour le Global Climate Action Summit organisé du 12 au 14 septembre. La présidente de la Fondation européenne sur le climat et ancienne négociatrice en chef de l'accord de Paris à la COP 21 en 2015, appelle à la formation d'un mouvement citoyen de grande ampleur en France pour faire pression sur les politiques.

La société civile, au sens large, avance-t-elle plus vite que les gouvernements ?

C'est certain. On a pu le voir avec la marche pour le climat [samedi 8 septembre](#). Au sommet de San Francisco, on va voir que les acteurs les plus mobilisés sont les villes. Elles doivent parfois se battre contre leur gouvernement pour mener à bien des mesures en faveur de l'environnement, comme Hambourg, Berlin et Paris sur les transports bas carbone. Elles y arrivent parce que les habitants de ces villes sont derrière leur maire. Les gens en ont assez de se faire empoisonner.

Quelle a été votre réaction après la démission de Nicolas Hulot, le 28 août ?

J'ai été marquée par le défaitisme des réactions qui ont suivi. On peut perdre une bataille mais pas baisser les bras. La prise de conscience de la gravité de cet enjeu planétaire est essentielle mais les discours «il est trop tard, nous ne pouvons plus rien faire» sont faux et inacceptables éthiquement. Depuis la conférence de Rio en 1992, l'évolution du système économique en faveur de l'environnement est considérable. Mais ce système est tellement prédateur que les changements ne vont pas assez vite pour enrayer les bouleversements planétaires qu'il provoque.

Que peut-on attendre maintenant du gouvernement français en matière de lutte contre le changement climatique ?

Il y a des mesures à moyen et court terme que le gouvernement peut mettre en place pour que la France soit cohérente avec son engagement d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), nous avons besoin d'un énorme effort d'investissement en faveur d'innovations technologiques bas carbone et pour le développement des

énergies renouvelables. Surtout, on doit mieux maîtriser la consommation d'énergie car elle doit être divisée par deux d'ici 2050. Dans la loi transports, dont certains points sont encore en discussion, il est urgent d'insérer l'enjeu du climat, de réorienter les subventions qui vont aujourd'hui aux énergies fossiles et bien sûr de développer les transports en commun et l'électrification des véhicules. La croissance de 3,2 % des gaz à effet de serre français en 2017, par rapport à 2016, est due au secteur des transports et du bâtiment. Toutes ces avancées seraient une première étape à réaliser rapidement.

Et sur le moyen terme ?

Une grande réflexion doit être menée sur la fiscalité environnementale. L'augmentation de la taxe carbone *[payée sur les carburants à la pompe, ndlr]* est un réel progrès. Mais il faut encore corriger les inégalités sociales provoquées par cette taxe. De manière générale, il est temps que le gouvernement se dote d'une feuille de route sur le climat qui dépasse le ministère de la Transition écologique. Tous les ministères doivent être mis à contribution. C'est une obligation légale établie par la directive sur la gouvernance de l'Union européenne sur le climat et l'énergie. Elle oblige la France à rendre un plan en 2019.

A lire aussi : [Climat : «Que faut-il de plus pour agir ?»](#)

Dans trois mois se tiendra la Conférence sur le climat des Nations unies (COP 24) en Pologne. Pensez-vous que les Etats sont disposés à faire de grandes avancées à cette occasion ?

La COP 24 sera un moment clé pour la mise en œuvre de l'accord de Paris. En 2019 et 2020, les Etats se sont engagés à revoir à la hausse leurs objectifs établis en 2015. Actuellement, leurs engagements nationaux sont trop faibles et, s'ils sont respectés, ils nous mèneraient à une augmentation de 3,7°C à 4°C pour 2100. Les conséquences seraient catastrophiques. En 2020, l'accord de Paris devient effectif. Il comprend une clause qui force les pays à rattraper leur retard et établir des plans cohérents avec la limitation de l'augmentation des températures à au moins 2°C. Symboliquement, la COP 24 sera très importante alors que la diplomatie américaine continue de faire pression pour que l'accord de Paris soit torpillé et que l'Australie a récemment reculé dans ses engagements.

Pourquoi augmenter les objectifs climat si ceux qui existent ne sont pas respectés ?

Les annonces qui se cantonnent à des chiffres et des dates ne suffisent plus. La vérité se juge dans l'économie réelle. C'est pour cela que nous devons créer en décembre un momentum politique et civique tel que nous avons réussi à le faire en 2015 à Paris lors de la COP 21. Il faut aussi continuer à faire pression sur l'Union européenne pour qu'elle s'impose réellement comme un leader avec la Chine dans les négociations internationales. Nous avons besoin d'une Europe forte, bien plus qu'avant.

Votre nom a beaucoup circulé pour remplacer Nicolas Hulot au ministère de la Transition écologique. Avez-vous été contactée par Emmanuel Macron ou Edouard Philippe ?

Il est vrai que j'ai été parmi les quelques personnalités envisagées jusqu'au bout pour ce poste *[finalement pourvu par François de Rugy, ndlr]*. Mais je n'ai pas été contactée par le gouvernement. Honnêtement, je pense être plus utile là où je suis, dans la bataille internationale et européenne. Le plus important aujourd'hui est d'aider à constituer et structurer un mouvement citoyen le plus large possible.

[Aude Massiot](#)

